

1^{ER} MAI 2017 : LES REVENDICATIONS TOUJOURS !

Cette journée internationale de luttes ouvrières et de solidarité entre les peuples avait une connotation particulière puisque située avant le 2nd tour des élections présidentielles, lequel a vu pour la 2^e fois le FN se qualifier. Le choix entre un candidat ultralibéral et une candidate d'extrême droite, annonciateur de menace autant pour la démocratie que pour la cohésion sociale et le monde du travail, rendait primordial le fait que, conformément à son origine et à son histoire, le 1^{er} mai reste une grande journée internationale de lutte pour affirmer la communauté des intérêts de classe des salariés, leurs valeurs de progrès social et de paix.

C'est pourquoi l'UD CGT, si elle a dénoncé les politiques austéritaires qui font le terreau du FN et de ses idées nauséabondes et appelé à faire barrage à ce parti par tous les moyens que les électeurs jugeaient bons, a aussi réaffirmé que cette journée devait être porteuse des revendications des salariés, des retraités, des privés d'emploi et des jeunes. Outre le soutien aux peuples souffrant des guerres menées par les pays Occidentaux au nom de la démocratie et de la lutte contre le terrorisme mais en vérité axées sur la défense des intérêts des grands groupes et du capitalisme, elle a rappelé son exigence de l'arrêt de la colonisation israélienne et de la reconnaissance d'un véritable Etat palestinien.

Suite aux promesses de campagne de Macron, dont on se doutait qu'il serait élu après les soutiens multiples reçus, l'UD CGT a alerté sur les attaques à venir contre le monde du travail :



allégerance poussée à son paroxysme à l'UE ; destruction du Code du travail (par l'inversion de la hiérarchie des normes dans tous les domaines, la fin définitive de la médecine du travail, le plafonnement des indemnités prud'homales, etc.) ; liquidation de la protection sociale avec l'augmentation de la CSG pour compenser la suppression des cotisations sociales ; réduction du nombre de fonctionnaires et mise en cause du statut de la Fonction Publique. Mais aussi transformation du CICE en allègement pérenne des cotisations (salaire socialisé des salariés) pour toutes les entreprises, baisse de l'impôt sur les sociétés à 25%, etc. En parallèle, elle a rappelé son projet de transformation de la société et ses revendications : augmentation des salaires, retraites et minima sociaux, arrêt des suppressions d'emplois, des délocalisations, développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein, notamment par la réindustrialisation du département et l'investissement dans la recherche et l'innovation, reconquête de véritables services publics de proximité, réduction du temps de travail à 32h, abrogation des lois Rebsamen, Macron, El Khomri, conquête de droits nouveaux pour les salariés, renforcement de la sécurité sociale, retraite à 55 ans, à

taux plein et la reconnaissance de la pénibilité, véritable contrôle des aides publiques aux entreprises. Dans le département, les manifestations ont rassemblé 500 personnes à Blois, 100 à Romorantin et 1000 personnes à la fête de l'Union Locale Cgt de Vendôme.

RECONQUÉRIR LE PROGRAMME DU CNR !

A l'occasion de la séance plénière de la Conférence Régionale de Santé du 31 mai, instance de l'Agence Régionale de Santé qui vote le plan régional de santé pour les dix années à venir, la CGT a réuni 230 manifestants dans le centre-ville d'Orléans pour porter les revendications d'autres choix de société sur les questions de santé, d'une offre de soins pour la réponse aux besoins des populations et de couverture du risque santé à 100% par la Sécurité Sociale. Les progrès de la médecine et des sciences ont largement contribué à améliorer les soins et, un temps seulement, au progrès social des travailleurs, en rallongeant leur espérance de vie, améliorant ainsi leurs conditions de vie.

Hélas, les choix politiques accompagnent depuis des décennies les aspirations du patronat à tirer profit de la santé des gens. En témoignent les lois Bachelot et Touraine qui mettent en œuvre ces orientations en supprimant des lits, en fermant des services dans l'Hôpital Public, en créant les conditions du transfert vers les groupes de santé privée lucratifs.

La suppression de 22 000 emplois dans la Fonction Publique Hospitalière en France se traduit dans les hôpitaux de Tours par 350 lits et 400 postes supprimés ! La CGT lutte aujourd'hui aux côtés des agents contre la disparition de l'Hôpital Clocheville et la refonte des établissements tourangeaux.

A l'heure où l'hôpital public est souvent le premier employeur de nos départements, il n'est pas vain de rappeler que l'argent de la santé est un investissement et non un coût. Pour les usagers, l'accès aux soins est devenu compliqué, par manque de praticiens, de structures de proximité, du reste à charge toujours plus élevé. Seul l'hôpital public peut garantir l'égalité d'accès aux soins, dans le cadre du financement de la sécurité sociale par les cotisations sociales et patronales.

La CGT est mobilisée également contre les coupes budgétaires des départements qui conduisent en ce moment à supprimer les services sociaux et médico-sociaux, et donc à des licenciements, en Maine et Loire, à la Sauvegarde de l'Enfance d'Indre et Loire, alors que la France se tourne vers un modèle social qui creuse toujours plus les inégalités.

Si la masse des manifestants était insuffisante ce 31 mai, au regard des enjeux, la diversité des établissements représentés indique bien la nécessité de faire grandir la mobilisation des salariés dans tous les établissements, des usagers et des assurés sociaux.

